



Michel ROGER



Hervé MORIN

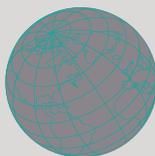


Jérôme CHAMPAGNE



Jean-Marc de LA SABLÈRE

GÉOÉCONOMIE



Choiseul

71

La perte d'influence de la France sur la scène internationale

Ambassadeur de France, S.E. Jean-Marc de la Sablière a notamment été ambassadeur en Egypte (1996-2000), conseiller diplomatique de Jacques Chirac (2000-02), représentant permanent de la France auprès des Nations unies (2002-07) puis ambassadeur de France en Italie (2007-11). Il est l'auteur de Dans les coulisses du monde. Du Rwanda à la guerre d'Irak, un grand négociateur révèle le dessous des cartes. (Robert Laffont, 2013)

Depuis quelques années le déclin de la France est devenu un thème récurrent. Pour beaucoup, notre pays est sur la mauvaise pente, en panne de croissance, incapable de redresser ses comptes. Les commentateurs, souvent peu complaisants, analysent le mal et nous renvoient une image douloureuse : les Français, installés dans un modèle qu'ils voudraient immuable, aveuglés par leur arrogance, mal guidés par une classe politique obnubilée par la rue et le calendrier électoral, espèrent toujours limiter les réformes et les sacrifices. Plus grave que le départ des rentiers, de nombreux jeunes talentueux quittent le navire. Parallèlement, la perte d'influence de la France sur la scène internationale est commentée par la presse étrangère, intériorisée par les Français dans le climat délétère de leur environnement.

La France en 2014 est-elle moins forte et respectée qu'il y a dix ans ? Quelques exemples peuvent alimenter la réflexion. En 2003, soutenue par la Russie, la Chine et l'Allemagne, la France menait

le combat au Conseil de sécurité pour empêcher que soit légitimée une guerre absurde, programmée par George W. Bush. Le 14 février, les ambassadeurs des États membres de l'ONU applaudissaient Dominique de Villepin. Le message était adressé aux États-Unis : la majorité des pays était derrière la France. Un tel scénario, gaullien, celui d'une France rassemblant une grande partie du monde, serait-il encore possible aujourd'hui ?

À l'époque, le dialogue franco-russe était dense, alimenté par de longues conversations téléphoniques entre chefs d'État et par des visites bilatérales fréquentes. Le contraste avec la situation actuelle est saisissant. Il y a à peine quelques mois, alors que le feu prenait en Ukraine avec un risque réel pour la paix sur le continent, Paris et Moscou ne dialoguaient presque plus. En février, Laurent Fabius abandonnait ses collègues allemand et polonais à Kiev, plus préoccupé par la préparation de la visite de Xi Jinping à Paris et la signature de contrats que par le sort de l'Ukraine. En mars, c'est François Hollande qui quittait le G7 sur l'Ukraine pour préparer de l'Élysée la réaction à l'échec du Parti socialiste aux élections municipales. Les observateurs se sont interrogés : est-ce seulement une question d'hommes, est-ce une évolution de la politique étrangère française devenue trop déclamatoire, peu orientée vers la négociation, insuffisamment active ? La France aurait-elle abdicé son rôle dans une crise majeure aux confins de l'Europe ? L'image était sévère. Heureusement, elle a été effacée par les cérémonies du 6 juin à l'occasion du 70^e anniversaire du débarquement en Normandie. À défaut de peser sur le fond, l'ingénierie diplomatique française, appuyée par l'Allemagne, a favorisé des contacts utiles entre les présidents russe et ukrainien et le dialogue franco-russe au plus haut niveau a été renoué. Les prochains mois diront si la France est revenue au centre du jeu ou si elle a seulement prêté le théâtre et organisé la scène pour une pièce dont elle n'est plus un acteur principal.

Autre comparaison, qui touche cette fois l'Europe où la France exerçait il y a peu encore, avec l'Allemagne, un leadership historique.

Dès son arrivée, François Hollande tente de modifier la ligne de rigueur européenne en recherchant des alliances au sein de l'Union, notamment du côté de l'Italie, pour faire plier Berlin. Après les élections européennes, il persiste. Finalement, les quelques concessions obtenues, en jouant également de la crainte que peut susciter la montée des extrémismes en Europe, sont pour une large part sémantiques. Là encore, il faut s'interroger. Ces manœuvres au sein de l'Union ne sont-elles pas le signe le plus criant de notre affaiblissement ?

Ces images contrastées à quelques années d'intervalle, ces comparaisons, ces interrogations pour parlantes qu'elles soient ne sont pas en elles-mêmes concluantes. Elles ne remplacent pas une analyse qui doit prendre en compte les divers éléments de l'influence, la puissance militaire et économique comme le *soft power*, cette puissance douce décrite par Michel Foucher dans son *Atlas de l'influence française*¹, reposant sur des atouts culturels, idéologiques, sur la capacité d'attraction, de persuasion d'un pays mais aussi sur sa capacité à imposer ou propager des normes qui lui sont favorables. Que Pékin s'y intéresse en essayant de bâtir un *soft power* chinois en dit long. Il faut également prendre en compte le facteur temps. La diplomatie vit bien sûr dans le temps court, celui des crises, des sommets, des négociations. Elle est influencée par des éléments conjoncturels mais elle s'inscrit aussi dans le temps long, celui de l'Histoire. Les pays ont la vie dure ; leurs atouts ne disparaissent pas du jour au lendemain mais il est vrai aussi qu'un affaiblissement prolongé peut conduire à un basculement, une cassure.

1. M. Foucher, *Atlas de l'influence française au XXI^e siècle*, Robert Laffont, 2013, 180p.

Où se situe aujourd'hui la France dans le concert des nations ?

Il y a d'abord les bonnes nouvelles

L'essentiel est encore préservé. Dans le climat de morosité actuel, on l'oublie trop souvent. Or la France, dont l'histoire a souvent été mouvementée, vit dans un environnement de sécurité et possède de nombreux atouts qui doivent être rappelés. Sur le plan intérieur, ses institutions sont fortes et stables. Sur le plan extérieur, l'alliance atlantique a survécu à la fin de la Guerre froide ; elle reste solide. La protection de nos intérêts vitaux et notre indépendance ultime sont également assurées : notre force de dissuasion est moderne, crédible. Les réformes introduites par Jacques Chirac en 2000, rendues possible par l'évolution des techniques, ont accru son efficacité. Elles visent à dissuader des puissances émergentes qui se doteraient d'armes de destruction massives et de vecteurs balistiques d'agresser notre pays. Être une puissance nucléaire, indépendamment des aspects de défense, est par ailleurs un atout sur le plan diplomatique. Les pays membres du « club » ont des relations particulières et ont le plus souvent développé entre eux un dialogue stratégique, inaccessible aux non détenteurs de l'arme nucléaire. Ils ont, au regard des autres, un statut particulier.

La France fait par ailleurs partie des quelques États qui ont une capacité de déploiement rapide de leurs forces. Les interventions récentes en Libye, au Mali, en RCA, toutes autorisées par le Conseil de sécurité, font beaucoup pour l'image de la France. Là aussi, la réforme des armées lancée par Jacques Chirac a été essentielle : il a mis fin à la conscription, crée une armée professionnelle, permis la construction de forces plus légères, mieux équipées et déployables. Les faiblesses de notre outil, constatées au Koweït en 1991 puis au Kosovo quelques années plus tard, ont été corrigées. L'intervention en Libye a par ailleurs mis en lumière nos insuffisances dans le domaine des drones. Garder un outil de défense performant doit être

une priorité. C'est notre capacité d'agir, de réagir, notre industrie de défense, à la limite notre indépendance et, en toute hypothèse, notre influence qui sont en jeu. Cet outil de défense est un bien trop précieux pour le mettre en concurrence avec notre modèle social.

Ajoutons que son économie place toujours la France dans le peloton de tête des nations, que ce poids soit mesuré par son PNB dans celui de la planète ou même par le pourcentage déclinant de ses échanges dans le commerce mondial. Son industrie, son niveau technologique, sa recherche imposent encore le respect dans de nombreux domaines clés. Une place particulière, lorsqu'on évoque la puissance et l'influence d'un pays, est logiquement faite à l'industrie aéronautique et spatiale et plus généralement aux industries de défense. Or, elles restent solides malgré des alliances en Europe encore trop timides. Mais les atouts de la France vont bien au-delà comme le souligne le rapport de la commission Innovation 2030 qui cite également, entre autres, nos industries nucléaire, pharmaceutique, agro-alimentaire, la gestion de l'eau et des déchets, les métiers du luxe et le tourisme. Nous avons souvent un véritable avantage dans ces domaines, qui nous est envié. Nous manquons d'entreprises intermédiaires, exportatrices mais les grandes sociétés françaises, celles du CAC, qui effectuent l'essentiel de leur chiffre d'affaires à l'étranger sont compétitives. C'est le territoire français qui ne l'est plus.

Notre place autour de la table des décideurs dans le concert des nations est également de nature à rassurer. Nous sommes particulièrement actifs au Conseil de sécurité, rédacteurs du quart des résolutions, très en flèche sur les dossiers africains qui représentent aujourd'hui la moitié du programme de travail du Conseil. La France reste respectée sur la scène internationale, surtout lorsque son action s'inscrit dans le sillage de la politique étrangère définie par le général de Gaulle. Son influence est d'autant plus grande dans les pays du Sud qu'elle est disposée à agir en toute indépendance, liée bien sûr aux États-Unis mais sans être dans leur sillage, prête à défendre les principes. Cette place privilégiée au

Conseil de sécurité, acquise au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale de manière inespérée, grâce à Winston Churchill, n'est d'ailleurs pas menacée. Les tentatives de réformes les plus radicales du Conseil, auxquelles la France s'est d'ailleurs associée, ne visent pas à remettre en cause le statut de certains permanents - ce qui au passage est impossible car leur accord serait nécessaire en vertu de la Charte - mais à élargir sa composition en créant pour l'Allemagne, le Japon et certains pays émergents de nouveaux sièges permanents, sans veto cependant.

L'analyse de notre place dans les institutions économiques et financières mondiales est également rassurante, avec cependant un petit décalage. Notre poids et notre influence y sont moindre qu'au Conseil de sécurité. Notre statut ne bénéficie pas de mêmes garanties. C'est dans cette sphère par ailleurs que les émergents font leur percée. Les rencontres informelles des ministres des Finances des vingt premières économies y ont vu le jour il y a déjà quinze ans, en 1999.

La France reste cependant encore bien placée dans les institutions de Bretton Woods qu'il s'agisse du FMI ou même de la Banque mondiale. Elle est toujours, comme le Royaume-Uni, l'un des cinq principaux contributeurs ou actionnaires de ces institutions et dispose donc d'une « chaise » au conseil des gouverneurs du Fonds et de « son » administrateur à la banque. Le ministère des Finances a toujours fait le nécessaire pour que nous tenions notre rang. Le système évolue mais il est long à bouger. En témoigne le fait que le congrès américain bloque encore la réforme du FMI de 2010, qui vise à donner plus de poids aux pays émergents tout en augmentant les ressources du fonds. La France a par ailleurs souvent occupé le poste de directeur général du FMI. Jusqu'à présent, et sans doute pour la dernière fois, ce poste a été « réservé » aux européens. En 2000, c'est Jacques Chirac qui a imposé Horst Köhler que les Allemands n'arrivaient pas à faire passer. C'est dire que les choses ont quand même changé.

Le même constat favorable à l'ego français peut être fait en ce qui concerne les « instances club » : le G7, le G8, temporairement en sommeil pour sanctionner Vladimir Poutine, ou le G20. La France a d'ailleurs largement contribué à la mise en place de toutes ces instances, du président Giscard d'Estaing qui tint la première réunion du G6 à Rambouillet (le Canada rejoindra plus tard) à Nicolas Sarkozy, qui favorisa, avec Gordon Brown, la tenue à Washington du premier Sommet fondateur de l'actuel G20. Quelles que soient les évolutions, la France aura sa place dans ces instances dont les décisions informelles, adoptées à l'unanimité, doivent être ensuite traduites en décisions formelles dans le cadre des instances onusiennes ou dans celles de Bretton Woods, ce qui est aisé compte tenu du poids des participants dans ces organisations. Le G7/G8 et le G20 ne se ressemblent cependant pas.

Les G7/G8 sont des instances qui mêlent avec pragmatisme les aspects économiques et politiques. C'est par exemple dans le cadre du G8 qu'a été mis au point le texte de la résolution 1244 du Conseil de sécurité qui mit fin au conflit du Kosovo. La France est donc à l'aise dans ces formats où elle a d'ailleurs beaucoup œuvré pour régler le problème de la dette des pays les plus pauvres. Même si les États du G7/G8 sont inégaux, le mode de fonctionnement, avec le système des sherpas peu nombreux, leurs réunions fréquentes, très informelles, l'établissement de relations amicales entre les acteurs, donnent à la France, si elle le souhaite et si elle y est bien représentée, une capacité d'influence significative.

Réuni au niveau des chefs d'État et de gouvernement en 2008, le G20 a permis de mettre au point un plan d'action exceptionnel pour sauver le système économique et financier au bord du gouffre. Depuis, en s'appuyant sur les études des institutions internationales et notamment sur l'OCDE, il fait œuvre utile dans une série de domaines allant de la régulation financière à la lutte contre la corruption et à la réforme des institutions de Bretton Woods. Ses rencontres ont un caractère assez formel. Le poids des États s'y fait davantage sentir qu'au G8. Dans une telle enceinte, le savoir-

faire diplomatique compte. La France n'en est pas démunie mais la capacité de dire « non » est réservée aux plus puissants. La Chine ne s'en prive pas. Il y a une première et une deuxième classe. Nous nous trouvons encore au milieu, capable d'être entendus mais risquant, comme d'autres lorsqu'ils n'ont pas la présidence, d'être négligés, voire, pour certains, ignorés.

Le multilatéralisme est une chance pour un pays comme la France qui a une tradition diplomatique ancienne, un statut auréolé de sa participation à de nombreux cercles. Elle peut dans certaines circonstances avoir de la visibilité. Cela se vérifiera, sans doute, une fois encore lors de la 21^e conférence climat qui se tiendra en 2015, à Paris. L'enjeu est important puisqu'il s'agit, cette fois, de parvenir à un accord légalement contraignant, applicable à tous les pays, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre en vue de contenir le réchauffement climatique du globe à 2 %. Tous les États comptent sur la présidence française pour favoriser un compromis.

Des éléments positifs qui ne peuvent camoufler les mauvaises nouvelles de plus en plus préoccupantes

Voilà des années que nous avons intériorisé la première mauvaise nouvelle : l'évolution du monde ne nous est pas favorable. L'Europe n'en est plus le centre. Après la Deuxième Guerre mondiale une page avait déjà été tournée mais le continent européen était resté, jusqu'à l'effondrement de l'URSS, un enjeu fondamental. À la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix, au-delà de la chute du communisme, de nouveaux bouleversements sont intervenus. Le développement des containers et du commerce maritime mondial, le décolllement de la Chine sous l'impulsion des réformes introduites par Deng Xiaoping, la naissance de la « toile » ont changé la donne : le centre de gravité du monde, une fois encore, s'est déplacé et cette fois vers l'Asie. Le souligner est devenu une « lapalissade » mais ce qui frappe, c'est la vitesse avec laquelle ce mouvement se produit. Le sentiment prévaut qu'il est irréversible et qu'il marquera ce siècle.

Aujourd'hui, la Chine impose déjà ses vues sans ménagement dans sa région. Elle n'est plus une puissance abstentionniste au Conseil de sécurité. Il faut désormais compter sur elle sur les dossiers africains. En raison de son besoin en matières premières, ses intérêts sont devenus mondiaux. Son marché est dorénavant essentiel pour l'industrie européenne. Les tapis rouges déroulés pour Xi Jinping à Paris comme à Versailles, symbole de la grandeur passée de la France, les stations du métro parisien fermées, en disent plus long que bien des discours. Mais il n'y a pas que la Chine. Il y a aussi l'Inde qui, le moment venu, deviendra une puissance mondiale. C'est toute l'Asie qui se développe. Parallèlement, le Brésil, autre « État - continent », s'affirmera.

Dans ce contexte, la Russie a progressivement relevé la tête. Son immense territoire, le gaz, le redressement économique, la volonté de Vladimir Poutine, habile joueur d'échec à la fois brutal et cynique, de faire de son pays une grande puissance euro - asiatique, l'a remise au centre du jeu de plusieurs crises. Mais si sa capacité de nuisance, sa détermination à défendre coûte que coûte ses intérêts, en font souvent un acteur incontournable, la Russie n'exerce pas d'influence sur l'évolution du monde. Son modèle n'est pas séduisant ; son poids économique est relativement faible.

À l'inverse, la puissance américaine, bien que relativisée par la montée de l'Asie, est toujours centrale et dominante. Les désastres irakien et afghan, comme la pusillanimité de Barack Obama ne modifient pas la donne. L'Amérique reste et restera longtemps la principale puissance sur le plan militaire et technologique. Elle a été à l'origine et a su maintenir sa prééminence dans la « net économie » qui modifie les modes de production et de consommation, bouleverse la société. Google, Apple, Amazon, Facebook sont américains. Leur puissance dérange et inquiète. L'exploitation du gaz de schiste redonne enfin aux États-Unis de la compétitivité et garantit l'indépendance énergétique américaine.

La conclusion est simple, sans appel: quelle que soit la configuration du monde qui prévaudra, qu'il soit organisé ou

désorganisé, qu'il devienne apolaire comme certains le décrivent déjà, bipolaire ou même multipolaire, il est évident que la France ne pourra compter dans l'avenir sur ses seules forces pour défendre ses intérêts et favoriser ses vues.

Parallèlement, *le soft power* français régresse. Certes, tout n'est pas perdu. Il y a toujours un besoin de France, ou plutôt d'une France idéalisée capable de défendre des valeurs universelles, des principes ou la diversité culturelle. La francophonie est un club assez vivant même s'il n'est pas très influent. Notre langue n'est plus universelle mais elle est parlée sur plusieurs continents; elle est perçue comme un véhicule important de la culture. Nous accueillons plus de 230 000 étudiants étrangers, chiffre flatteur qui nous place en troisième position mais doit être tempéré par le fait que nous ne sommes que la septième destination des étudiants asiatiques. L'attrait exercé par l'art de vivre à la française, sa gastronomie, est réel. Nos paysages, nos festivals, nos monuments, nos grandes expositions parisiennes, nos musées qui à l'instar du Louvre ont développé une coopération internationale, contribuent aussi à l'attractivité de la France. Gardons-nous cependant de nous contenter de transformer la France en musée et parc pour touristes. Restons lucides pour mieux appréhender l'avenir: si la création française subsiste ici ou là, notamment dans le cinéma, elle n'est plus ce qu'elle était; si quelques personnalités françaises continuent d'être reconnues au niveau mondial dans la pensée, la peinture ou l'architecture, elles représentent de magnifiques arbres isolés dans la plaine là où il faudrait une forêt; dans combien de secteurs peut-on encore parler d'une «école française»?

Quant à l'État, sa politique de présence et de diffusion culturelle à l'étranger laisse beaucoup à désirer. La France n'a ni les atouts du Royaume-Uni qui bénéficie de la langue anglaise devenue universelle et du dynamisme de Londres ni ceux de la super puissance américaine qui fascine même ses détracteurs. Elle a besoin pour mettre en valeur ses propres atouts d'une politique culturelle extérieure forte de l'État. Il est de bon ton de célébrer

nos institutions à l'étranger, le plus souvent anciennes comme les alliances françaises, populaires comme les lycées, prestigieuses comme l'École française de Rome et d'évoquer les Années et Saisons culturelles ou la création récente de l'Institut français qui gère désormais le réseau culturel. Tout cela est loin d'être négligeable et des résultats peuvent être mis en avant, surtout lorsqu'il a été possible de recourir à l'autofinancement ou au mécénat. Mais là aussi la réalité doit être regardée sans fard : la diplomatie culturelle a été, année après année, massacrée sur le plan budgétaire. Les gouvernements successifs, depuis l'époque de Georges Pompidou, par manque de vision et d'ambition, ont négligé cette politique, asséchant progressivement ses moyens. Ce faisant, ils n'ont pas suffisamment freiné, comme cela aurait été possible, le déclin de notre *soft power*.

Mais surtout, la crise économique et financière affaiblit la France et assombrit le futur

La presse commente, jour après jour, les mauvais résultats économiques de la France. Les chiffres les plus inquiétants sont ceux qui indiquent une faiblesse durable : la croissance qui stagne laissant craindre une évolution à la japonaise, les déficits publics qui ne cessent de s'accumuler au point que notre dette publique atteindra bientôt 100 % de notre PIB, le commerce extérieur qui était encore excédentaire en 2002 et qui a été déficitaire de 70 milliards en 2012, signe que la perte de compétitivité s'est accélérée. La France est « plombée », par ses dépenses ; elle s'enfoncé comme un nageur fatigué qui a de plus en plus de mal à rester à la surface ; elle s'éloigne de ses partenaires occidentaux, avec des dépenses de protection sociale qui représentent 33 % du PIB contre 25 % en moyenne dans l'OCDE. L'investissement dont dépend l'avenir de notre pays a été sacrifié sur l'autel du « modèle » français. Le diagnostic est fait. Il a été établi par le rapport Gallois. Il est partagé, sans polémique, par des personnalités de tous bords, y compris proches de la majorité actuelle, dans des livres récents comme ceux de Pascal Lamy ou d'Hubert Védrine. Mais la France peine à convaincre.

Pourquoi? Parce que le sentiment s'est installé que la France est dans le déni, qu'elle n'accepte pas de s'adapter à la mondialisation, que beaucoup de ses forces vives et notamment ses syndicats et une partie de la classe politique luttent contre des évidences, rendant responsable de tous nos maux le monde entier et d'abord les bas salaires asiatiques, oubliant que nous avons à cet égard d'abord un problème avec nos voisins immédiats dont les entreprises, moins accablées de charges, sont plus compétitives. Dans cette ambiance pessimiste, les attaques contre «l'Europe qui ne protège pas», accentuent à l'extérieur le sentiment du déni français. Certes, la commission de Bruxelles mérite bien des critiques. Sa technocratie, son éloignement des peuples, les dérives de certains commissaires, insuffisamment combattifs, sont de vrais problèmes mais penser que le salut est dans le protectionnisme est une pensée démagogique et suicidaire. C'est faire fi de réalités que Pascal Lamy souligne avec rigueur : les pays qui exportent sont également importateurs; la part du commerce intermédiaire dans le commerce mondial ne cesse de croître et atteindra bientôt 60%; l'interdépendance des lieux et des acteurs est devenue une donnée incontournable; d'ores et déjà les PME des pays en développement s'insèrent dans l'économie mondiale sans que ces pays aient besoin d'avoir des industries automobile, sidérurgique ou chimique.

Nos voisins ne comprennent pas que les Français ayant accepté la compétition européenne, rechignent à créer chez eux les conditions pour en tirer avantage. Certains s'en sont d'abord réjouis, pensant accentuer leur avantage comparatif, mais aujourd'hui ils s'inquiètent car si la deuxième économie européenne ne se redresse pas rapidement, c'est toute l'Europe qui peut être entraînée sur la mauvaise pente. D'où le refus de l'Allemagne et de nos partenaires d'accorder à la France les délais supplémentaires qu'elle demandait il y a quelques mois encore pour mettre sa maison en ordre. Notre crédibilité est atteinte et parallèlement, c'est notre influence en Europe même qui est affectée. Qui l'aurait cru il y a quelques années encore lorsque Nicolas Sarkozy et Angela Merkel sauvaient l'Euro,

faisaient des compromis qui étaient ensuite acceptés, plus ou moins de bon cœur, par les autres pays membres de la zone. Tout cela n'est pas neutre y compris en dehors de l'Europe. De Pékin ou de Washington, les regards se portent davantage sur Berlin.

Dans ce contexte, la relation franco-allemande a souffert non pas du fait de l'Allemagne mais de la France. Le leadership isolé que Berlin exerce plus particulièrement dans la zone euro n'a pas été souhaité par l'Allemagne ; il est le résultat de notre faiblesse. Les conséquences de celle-ci se font déjà sentir. Ce qui est en cause ce n'est pas seulement une nouvelle diminution de notre capacité de peser sur telle ou telle politique européenne mais également une plus grande difficulté à entraîner nos partenaires sur le plan diplomatique et militaire, comme en témoigne leur peu d'empressement à se déployer à nos côtés au Mali et en RCA. Depuis plusieurs années, nous constatons que l'Europe que nous avons créée nous avait en partie échappé avec les élargissements successifs mais Paris demeurait quand même, avec Berlin, le moteur de l'Europe. La France et l'Allemagne, pour des raisons tenant à l'histoire, à leur poids, à une vision qu'elles s'efforçaient de partager dans des compromis audacieux, avaient fait avancer le projet européen. Si l'équilibre entre la France et l'Allemagne était durablement rompu, le couple franco-allemand, déjà affaibli, serait remis en cause et avec lui, c'est l'ambition d'une «Europe puissance» qui serait définitivement écartée. Seuls ces deux pays, ensemble, peuvent en effet imposer à leurs partenaires le plus souvent réticents, une telle ambition. Habitée à jouer dans «la cour des grands», n'ayant plus les moyens d'utiliser l'Europe comme un levier pour défendre dans le monde de demain des ambitions qu'elle ne peut plus réaliser, la France serait la grande perdante. Mais l'Allemagne et l'Europe en pâtiraient aussi.

Le redressement est possible

Les enjeux sont donc considérables. Ce qui se joue actuellement, ce n'est pas de retrouver un peu de croissance, de stabiliser la dette et si possible d'inverser la tendance du chômage. C'est beaucoup plus. Ou bien la France s'engage dans la voie d'un véritable rebond et, ensemble avec l'Allemagne, les deux pays pourront conduire la zone euro vers encore plus d'intégration, vers des projets européens ambitieux sur le plan industriel, capables, entre autres, de mettre l'Europe en mesure de relever le défi de la net économie, vers des politiques plus soucieuses des préoccupations des peuples concernant notamment l'immigration et vers des mesures répondant aux ambitions de la jeunesse ou bien à moyen terme, la France, l'Allemagne et l'Europe verront leur capacité de protection, de persuasion et d'action amoindries.

22

Mais le rebond nécessaire de la France ne peut se faire sans réformes importantes, plus importantes que celles engagées actuellement. Les hausses d'impôts considérables non accompagnées d'économies n'ont pas résolu le problème français. Il n'en est résulté ni réduction suffisante des déficits, ni croissance mais en revanche une morosité accrue. Les demi-mesures, comme la retraite à soixante-deux ans avec ses exceptions, les réformes Sapin sur le marché du travail, le pacte de responsabilité et le plan d'économies limité à cinquante milliards, ne suffiront pas. *Too little too late* selon l'expression anglo-saxonne. Penser que l'on pourrait préserver l'essentiel du modèle français sans remettre en cause l'actuel équilibre entre solidarité et dynamisme est devenu un leurre.

D'autres sont allés plus loin dans les réformes et notamment les Allemands grâce au chancelier Schroeder. Même l'Italie prend ce chemin avec Matteo Renzi. Pourquoi la France ne pourrait-elle pas le faire? Dans son histoire, notre pays a été capable de remonter des pentes bien plus ardues. C'est une affaire d'ambition collective et de volonté. Aujourd'hui, de plus en plus de Français ont pris conscience de la gravité de la situation et sont d'accord

pour procéder à des réformes importantes. Sans doute sont-ils même devenus majoritaires. Les rassembler et créer ainsi un élan est devenu un objectif essentiel pour l'avenir de la France. Une certitude peut accompagner une telle ambition. Il suffirait que cette voie soit clairement engagée avec une grande détermination pour que l'image de la France soit modifiée, pour que sa crédibilité soit restaurée, pour avoir, sans même attendre les résultats, la possibilité d'agir à nouveau avec une capacité d'entraînement là où cela est devenu essentiel, en Europe.

RÉSUMÉ

La France a toujours de nombreux atouts. Elle reste une puissance qui compte malgré un affaiblissement de son poids et de son influence liés à la mondialisation et à l'émergence de nouvelles puissances. La crise économique et financière accélère cependant son déclin car la France a du mal à s'adapter. Sa perte de crédibilité récente en Europe est un signe inquiétant. Le déséquilibre du couple franco-allemand affecte sa capacité à bâtir une « Europe puissance ». Or celle-ci est indispensable pour l'avenir de la France et de l'Europe dans le monde. Le redressement est heureusement possible. Il faut aller au-delà des réformes actuellement prévues. Si ce chemin est pris, ce qui suppose que les Français soient rassemblés, la crédibilité de la France et sa capacité d'agir en Europe et à travers l'Europe seront très vite restaurées.

ABSTRACT

France still has many assets. Despite the adverse effects of globalization it is still a big player. The economic and financial crisis is nevertheless accelerating its decline. France's inability to accept in-depth reforms is already damaging its credibility, especially in Europe. The special relationship between France and Germany is also affected by France's present weakness, jeopardizing the future, for this unique partnership is crucial in transforming Europe into a powerful entity capable of interacting on the same footing with the main powers of the world. Recovery is possible but it will take much more than the current reform plan. In doing so, France would quickly get its credibility and influence back.

BULLETIN D'ACHAT, D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

M, Mme, Mlle _____ Prénom _____

Société/Institution _____

N° _____ Rue _____

_____ Code postal _____

Ville _____ Pays _____

Adresse électronique _____

	France	Autres pays
1 an (5 numéros)	95 €	135 €
2 ans (10 numéros)	180 €	220 €

Je souscris un abonnement pour

1 an

2 ans

À partir du numéro _____

Je souhaite commander un numéro à l'unité (20€ + frais de port : France, 2.10€; Autres, 4.50€)

Numéro _____

Signature/Cachet

Date _____

Paiement par virement bancaire vers

Crédit du Nord

59, boulevard Haussmann, 75361 Paris, cedex 08

Banque : 30076 - Agence : 02019

Compte : 57336700200 - clé RIB : 09

IBAN : FR76 3007 6020 1957 3367 0020 009

swift (BIC) : NORDFRPP

précisez « frais bancaires à la charge du donneur d'ordre »

ou

Paiement par chèque à l'ordre de Choiseul Éditions,

Attention, les chèques étrangers doivent être en euros, compensables en France.

CONTACT:

Institut Choiseul

16 rue du Pont Neuf, 75001 Paris

Tel. : +33 (0)1.53.34.09.93

publications@choiseul.info



APARTÉS

Michel ROGER

La Principauté de Monaco : un État aux spécificités utiles à l'Europe

Hervé MORIN

Penser la dissuasion de demain

Christian HARBULOT

La culture française de l'intelligence

Jean-Marc de LA SABLIERE

La perte d'influence de la France sur la scène internationale

Jérôme CHAMPAGNE

Pour une FIFA forte, proactive et régulatrice

VILLAGE GLOBAL

Derek EL ZEIN

L'Afrique face aux nouvelles ambitions de la Russie

Tewfik HAMEL

La géopolitique de l'Asie-Pacifique et l'émergence de la Chine

Mohamed Mostafa KAMAL

L'Égypte vers le renouveau

Loïc SIMONET

La crise du gaz de 2014 entre l'Ukraine et la Russie : beaucoup de bruit pour rien ?

François CAMPAGNOLA

Le corridor énergétique Sud après l'échec du projet Nabucco

HORIZONS EURASIATIQUES

Pascal MARCHAND

La Russie et l'espace eurasiatique

Julien VERCUEIL

L'Union économique eurasiatique : une intégration au prisme de la Russie

Mathieu BOULEGUE, Jérôme PASINETTI, Elena PAVLOVA

Le Kazakhstan, puissance régionale émergée ou puissance mondiale en développement ?

20 euros

